

<http://pierre-alainmillet.fr/Defendre-le-statut-et-les-moyens>



Conseil Municipal du 22 Avril 2014

Défendre le statut et les moyens des élus pour les services publics

- Interventions - Conseil Municipal -

Date de mise en ligne : mardi 22 avril 2014

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Ce n'est pas par hasard que la droite et l'extrême droite se retrouvent à l'occasion du rapport sur les indemnités des adjoints et conseillers délégués de la ville, tenant un discours dangereux, laissant croire que ces indemnités seraient inutiles, une sorte de privilège abusif. Ces discours sont tenus par ceux-là même qui défendent les oligarques modernes qui nous disent que ce sont les salaires qui plombent l'économie et qu'il faut réduire le coût du travail et réduire les dépenses publiques pour retrouver la compétitivité des entreprises. En gros, plus les travailleurs et les services publics seraient pauvres, plus la France serait riche. Mais quelle France ? pas la nôtre, pas celle des travailleurs et de nos quartiers !

Alors, oui, il y a les affaires nombreuses, et qui chaque année rebondissent et livrent des noms d'élus qui ont triché ou profité du système. Oui, il y a eu Cahuzac, Balkany, Guerini, Dassault et c'est insupportable pour des millions de familles qui souffrent de la crise.

Mais des milliers d'élus locaux, militants, syndicalistes, agissent en bénévoles pour l'intérêt général, face aux boursicoteurs, aux spéculateurs, et affairistes qui pourrissent l'économie.

C'est pour cela que tout est fait pour diviser ceux qui souffrent, précaires contre statutaires, privé contre public, et donc à l'occasion de ces indemnités, citoyens et élus locaux.

Cette question des indemnités des élus locaux doit être placée dans ce cadre, car ce qui coûte cher aux collectivités, ce ne sont pas les élus. Pour certaines, ce sont les frais financiers de la dette, mais pas à Vénissieux, où elle est faible. Mais pour l'état en général, c'est bien le pillage par les banques, les grandes entreprises et les dépenses militaires qui creusent cette dette dont on veut nous écraser.

Au contraire, nous réclamons un vrai statut de l' élu, qui doivent avoir le temps et les moyens réels de travailler, et parce que nous sommes partisans nous d'une forte augmentation des salaires, des pensions et prestations sociales, nous ne proposerons pas de baisse des salaires de fonctionnaires, ni des indemnités des élus !

Nous gérons avec rigueur l'argent public, mais nous ne céderons pas aux manipulations populistes sur cette question.

Et j'en profite pour rappeler à ceux qui ne le savent pas que pour les élus communistes, aucun enrichissement personnel, puisque, selon leur situation professionnelle, ils reversent une part de leur indemnité à leur parti.